OPSA

L'ANNÉE ARCTIQUE 2022

Revue annuelle

OBSERVATOIRE DE LA POLITIQUE ET LA SÉCURITÉ DE L'ARCTIQUE (OPSA)

OBSERVATOIRE DE LA POLITIQUE ET LA SÉCURITÉ DE L'ARCTIQUE

CIRRICQ
Centre interuniversitaire de recherche sur les relations internationales du Canada et du Québec

RDSNAA
Réseau sur la défense et la sécurité nord-américaines et arctiques

L’année arctique 2022

Ce rapport est publié en accès libre sous la licence de *Creative Commons* CC-BY-NC. Le titulaire de droits peut autoriser tous les types d’utilisation ou au contraire restreindre aux utilisations non commerciales (les utilisations commerciales restant soumises à son autorisation). Elle autorise à reproduire, diffuser et à modifier une œuvre, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

L'œuvre peut être librement utilisée, à la condition de l'attribuer à l'auteur en citant son nom. Cela ne signifie pas que l'auteur est en accord avec l'utilisation qui est fait de ses œuvres.

L’OPSA tient à reconnaître l’appui financier du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Gouvernement du Québec.

Relations internationales et Francophonie
Québec

DÉFENSE – ARCTIQUE NORD-AMÉRICAIN

LA DÉFENSE DANS L'ARCTIQUE NORD-AMÉRICAIN EN 2022

P. WHITNEY LACKENBAUER
TITULAIRE DE LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA SUR L'ÉTUDE DU NORD

RYAN DEAN
DOCTORANT, DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE,
UNIVERSITÉ DE CALGARY

> « L'invasion à grande échelle, injustifiable et non provoquée de l'Ukraine par la Russie accentue l'importance de l'ordre international fondé sur des règles. Des enjeux comme les répercussions du changement climatique sur la sécurité montrent que l'Arctique n'est pas à l'abri de l'évolution du contexte stratégique. Grâce au leadership et à une collaboration significative avec nos alliés et partenaires, y compris les communautés autochtones, nous assurerons la sécurité et la prospérité de l'Arctique, ainsi que le bien-être de ceux qui y vivent. »
>
> *L'honorable Anita Anand, Ministre de la Défense nationale* (MDN, 2022c).

L'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a commencé en février 2022, a provoqué des ondes de choc à travers l'Arctique. Bien que la Russie n'ait pas montré de signes démontrant son intention de conquérir militairement ses voisins dans l'Arctique, le monde a été témoin d'un nouveau débordement des tensions internationales dans les relations circumpolaires et le Kremlin a ainsi écorné son image et sa crédibilité en tant qu'acteur pacifique et respectueux des lois. Alors que le Canada a souvent adopté un langage minimisant les risques militaires conventionnels pesant sur sa région arctique, l'agression russe en Europe a provoqué de subtils changements dans la façon d'évaluer les futures menaces. La Ministre canadienne de la Défense nationale, Anita Anand a d'ailleurs fait remarquer en mai 2022 que « bien que la stabilité et la coopération aient longtemps été des caractéristiques de l'Arctique, l'accès aux ressources naturelles, les répercussions sur les populations autochtones du Nord, les préoccupations relatives à la souveraineté nationale et à la sécurité internationale, de même que les considérations environnementales s'entrecroisent comme jamais auparavant ».

Le maintien de la paix et de la stabilité dans l'Arctique, dans un monde de plus grande incertitude, a forcé le Canada, les États-Unis et leurs alliés et partenaires de l'OTAN à réévaluer les menaces, les responsabilités stratégiques et les possibilités d'une collaboration plus approfondie

Dans le cadre de l'engagement du gouvernement fédéral canadien d'assurer un Arctique et un Nord sûrs, sécurisés et bien défendus, le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada (RCAANC, 2019) fournit la vision stratégique nécessaire pour guider l'élaboration des politiques publiques et les investissements du gouvernement au cours de la prochaine décennie et au-delà. Dans le budget de 2022 (publié en avril), le gouvernement fédéral s'est engagé à mettre à jour la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement (PSE) (2017), et a inclus plus de 8 milliards de dollars de budget supplémentaire sur cinq ans afin de mieux équiper les Forces armées canadiennes et afin de renforcer la contribution du Canada à ses principales alliances telles que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD).

Sur la base de ces fondements politiques, Ottawa prévoit d'acquérir une gamme de capacités maritimes, terrestres, aériennes et spatiales utilisables dans l'Arctique. Le gouvernement fédéral veut également donner la priorité aux partenariats, notamment avec les peuples autochtones et les habitants du Nord, ceci dans le but faire avancer leurs priorités communes. Le Canada prévoit également d'investir dans la recherche et le développement, ainsi que de moderniser en urgence les infrastructures canadiennes qui contribuent à la défense continentale par l'intermédiaire du NORAD. Enfin, les annonces faites l'année dernière démontrent qu'un nombre important d'investissements promis aura une dimension arctique.

D'un nouveau mandat ministériel à la guerre en Ukraine

Le 16 décembre 2021, la Ministre de la Défense nationale Anand a reçu sa lettre de mandat ministériel du Premier Ministre Trudeau, incluant plusieurs références à l'Arctique.

L'un des principaux objectifs était de « collaborer avec les États-Unis pour étendre la coopération en matière de défense continentale et de sécurité arctique, notamment en modernisant le NORAD par les moyens suivants : remplacer le système d'alerte du Nord; déployer de nouvelles solutions technologiques pour améliorer la surveillance et le contrôle des approches nordiques et maritimes; moderniser les systèmes de commandement et de contrôle des FAC et du NORAD afin de dissuader et de vaincre les menaces aérospatiales pour l'Amérique du Nord; investir dans les infrastructures et les capacités nécessaires au soutien des opérations dans le Nord ».

Elle a également été chargée de travailler avec le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Affaires du Nord et d'autres partenaires « pour défendre la souveraineté dans l'Arctique et mettre en œuvre le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord, afin de créer un futur dans lequel les résidents du Nord et de l'Arctique canadien, particulièrement les peuples autochtones, soient prospères, forts et en sécurité ». En conséquence, elle a été chargée de s'assurer « que les communautés autochtones et nordiques soient consultées de manière significative concernant le développement du Cadre stratégique et qu'elles bénéficient de ce travail » (Premier Ministre du Canada, 2021).

Ces consultations avec les représentants autochtones et territoriaux du Nord ont commencé par le biais de plusieurs forums. Lors de sa réunion de juin 2022, le Comité de partenariat entre les Inuit et la Couronne (CPIC) a lancé un programme de travail dans le cadre de ses nouveaux domaines prioritaires que sont la souveraineté, la défense et la sécurité (RCAANC, 2022). Les

rencontres régulières entre le ministère de la Défense nationale (MDN)/les Forces armées canadiennes (FAC) et Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), l'organisme national de défense des droits des Inuit, aux niveaux opérationnel, exécutif et ministériel visent à mieux accorder les activités militaires et les investissements avec les priorités des dirigeants inuit. De plus, lorsque les partenaires du Nord et les représentants autochtones se sont rencontrés à Yellowknife pour la troisième réunion annuelle du Comité de direction du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord à la fin de septembre 2022, Bryan May, le secrétaire parlementaire de la Ministre de la Défense nationale a rappelé l'engagement pris par le gouvernement fédéral canadien de moderniser le NORAD, de procéder à une mise à jour de la politique de défense, ainsi que de poursuivre une approche basée sur une relation de nation à nation à l'égard des peuples autochtones. Bryan May a également rappelé comment les récentes annonces d'investissements au profit du NORAD amélioreront les capacités des forces armées canadiennes à détecter, dissuader et vaincre les menaces aérospatiales dans l'Arctique et le Nord. Enfin, il a également insisté sur la façon dont ces investissements offriront de nouvelles opportunités d'approfondissement des partenariats de défense nationale nordiques, territoriaux et autochtones, alors que les divers partenaires cherchent à faire avancer leurs objectifs communs (CIRNAC, 2022).

Ces conversations ont également été fortement influencées par l'évolution du contexte international. Le retour de la concurrence stratégique à l'échelle mondiale ainsi que la guerre en Ukraine ont renforcé le fait que la Russie et les sept autres États circumpolaires ne partagent pas les mêmes opinions et sont engagés dans une compétition pour la légitimité sur la scène internationale. L'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie a poussé les sept autres États membres du Conseil de l'Arctique à élargir leurs sanctions diplomatiques et économiques contre le Kremlin, ce qui signifie que les actions de la Russie ont en retour fragilisé le régime de gouvernance régional de l'Arctique. Jusqu'à présent, les actions les plus directes des pays occidentaux ont été de suspendre la coopération avec Moscou dans plusieurs forums de gouvernance régionaux actuellement présidés par la Russie, notamment le Conseil de l'Arctique, le Conseil de l'Arctique Euro-Barents et le Forum des garde-côtes de l'Arctique (Bresnahan, Dean, Lackenbauer & Larocque, 2022). Sur le front économique, plusieurs entreprises occidentales ont retiré leurs investissements dans le développement de projets clés de pétrole et de gaz naturel le long de la route maritime du Nord dans l'Arctique russe. Alors que le Kremlin tente d'empêcher le débordements de sa guerre en Ukraine dans l'Arctique, la Russie a militarisé ses exportations d'énergie et de nourriture, en faisant des outils de coercition géopolitique, tout en insistant en même temps sur le fait qu'elle se tournera vers des « États non arctiques » (notamment la Chine) pour faire avancer ses plans de développement régional. Alors que le président russe Vladimir Poutine remarquait en décembre 2022 que la fin de la guerre « pourrait être un long processus » (Trevelyan & Balmforth, 2022), peu d'experts s'attendent à ce que les conditions géopolitiques puissent faciliter le retour à des relations circumpolaires « normales » avec la Russie dans l'année à venir.

Les trois Premiers Ministres des territoires arctiques de l'Ouest du Canada ont profité de l'évolution du contexte géopolitique de l'Arctique ainsi que du calendrier de défense et de sécurité nord-américain pour plaider en faveur d'investissements dans le Nord. En mars 2022, le Premier Ministre du Nunavut, P.J. Akeeagok, a commencé sa première déclaration de la session d'hiver de l'Assemblée législative en abordant le sujet de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de ses possibles répercussions pour la région arctique. « Le Nunavut est solidaire du peuple ukrainien et de sa diaspora », a proclamé Akeeagok, promettant une aide humanitaire et affirmant que la Russie menace « la stabilité des communautés arctiques et la poursuite de la coopération dans l'Arctique » (Pauloosie Jamesie Akeeagok, 2022). Ce dernier a également

participé à la rédaction d'une lettre commune avec ses homologues du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest appelant à une rencontre avec le Premier Ministre Trudeau en raison de l'invasion russe, de l'expansion des infrastructures russes, de sa flotte de brise-glaces ainsi que de sa présence militaire dans sa région arctique, celles-ci constituant des sources de préoccupations. Le mois suivant, ses mêmes protagonistes ont rencontré, en ligne, le Premier Ministre ainsi que la Ministre de la Défense, afin de plaider leur cause en faveur d'un investissement accru dans le Nord comme moyen de renforcer la souveraineté et la sécurité du Canada (CBC News, 2022).

Il reste à déterminer comment ces appels à plus d'investissements dans le Nord peuvent rejoindre les priorités du gouvernement fédéral en matière de défense de l'Arctique. Au cours de l'année passée, Ottawa a réaffirmé son intention de respecter les engagements pris pour améliorer les capacités des Forces armées canadiennes dans l'Arctique, tels que les navires de patrouille extra-côtiers et de l'Arctique de la classe Harry DeWolf, les systèmes aériens pilotés à distance (RPAS), les nouveaux avions de chasse (suite au choix fait par le gouvernement Trudeau pour le F-35 de Lockheed Martin en mars 2022) et des capacités de surveillance et de communication spatiales.

Le gouvernement du Canada a également pris des mesures importantes pour faire avancer la modernisation du NORAD, au travers des éléments de surveillance, d'infrastructure et de recherche et développement. Veiller à ce que les investissements correspondent aux besoins en matière de défense en lien avec les priorités bien établies des gouvernements territoriaux, provinciaux et autochtones dans la mesure du possible (comme l'infrastructure des communications, l'amélioration des aérodromes, des ports et des installations portuaires et les systèmes de détection) peut répondre aux défis en matière de sécurité ainsi qu'aux déficits en termes d'infrastructure, qui sont des sources de vulnérabilités et d'inégalités dans la région. Créer les conditions pour que cela se produise – et gérer les attentes en ce domaine – sera un des défis majeur au cours de l'année à venir.

Modernisation du NORAD

Le 20 juin 2022, à la base militaire canadienne de Trenton, la Ministre de la Défense nationale Anand a fait une annonce rare en matière de défense. Cette dernière a annoncé la mise en place d'un plan de 4,9 milliards de dollars sur six ans afin de moderniser les systèmes de défense continentale du Canada (MDN, 2022e). Considérant le besoin de disposer de défenses plus robustes pour contrer les « nouvelles menaces » d'adversaires tels que la Russie et la Chine, la Ministre Anand avait estimé le mois précédent que « le monde dans lequel nous vivons actuellement semble s'assombrir ». Elle a ajouté que « dans ce monde nouveau, la position géographique du Canada ne le protège plus comme elle le faisait auparavant. Et, dans ce monde nouveau, l'environnement de sécurité auquel le Canada fait face est moins sûr, moins prévisible et plus chaotique » (MDN, 2022b). Ceci justifie la promesse d'investissements supplémentaires en plus de l'augmentation de 8 milliards de dollars du budget de la défense annoncée dans le dernier budget fédéral du Canada (Gouvernement du Canada, 2022).

Le socle de ce plan est l'engagement ininterrompu du Canada envers le NORAD - un commandement binational partagé avec les États-Unis, que la Ministre Anand a qualifiés d'« allié le plus important, notre partenaire le plus solide et notre ami le plus proche ». En s'appuyant sur l'annonce conjointe faite en 2021 sur le thème de la modernisation du NORAD (MDN, 2021b), on sait que la majorité des investissements promis serviront à moderniser les technologie venant en appui du commandement.

Il s'agit de la première modernisation majeure depuis les années 1980, avec la mise à niveau du réseau d'alerte avancé (DEW) construite dans les années 1950 vers ce qui deviendra ensuite l'actuel système d'alerte du Nord (SAN). Le NORAD a été créé en 1957 « dans le contexte de la guerre froide et de la menace d'une attaque aérienne soviétique », la Ministre Anand a également souligné qu'il « évolue constamment et ne cesse de s'adapter en réponse aux nouvelles menaces » auxquelles s'ajoutent désormais un « besoin pressant » pour lutter contre les armes hypersoniques, les missiles de croisière modernes et d'autres moyens utilisés - ou bientôt utilisés - par des adversaires qui pourraient vouloir prendre l'Amérique du Nord en otage. Cela nécessite de tourner « une page nouvelle et [d'entamer] le prochain chapitre de l'histoire du NORAD » (MDN, 2022d).

Ce nouveau chapitre du NORAD – et plus généralement de la défense continentale – sera guidé par deux piliers majeurs. Tout d'abord, les Canadiens disposeront de quatre niveaux de connaissance situationnelle qui s'entrecroisent pour détecter les menaces qui pourraient traverser l'Arctique en direction des villes du Sud de l'Amérique du Nord. Les investissements annoncés dans un nouveau système de surveillance des voies d'approche nordiques comprendront trois éléments principaux :

1. Un système de radar arctique trans-horizon (OTH) permettant de fournir une alerte précoce et un suivi des menaces partout au Canada, depuis la frontière avec les États-Unis au sud jusqu'au cercle arctique ;
2. Un système de radar polaire trans-horizon (OTH) afin d'apporter une capacité d'alerte et de détection précoce bien au-delà de l'archipel arctique canadien, et ce jusque dans les approches les plus septentrionales de l'Amérique du Nord, ceci permettant de surveiller l'intégralité de la zone d'identification de la défense aérienne du Canada (CADIZ) ;
3. Un nouveau système surnommé « Crossbow » qui est un réseau de capteurs – ainsi que son infrastructure de communication et de soutien - répartis dans tout le Nord canadien et ajoutant une nouvelle couche de détection.

Ce système à la pointe de la technologie, permettra d'avoir une vision plus claire, pour les responsables politiques, des menaces à venir. Ces nouvelles dépenses s'appuieront également sur le projet de surveillance spatiale décrit dans la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement (PSE), qui utilisera de nouveaux satellites pour fournir aux Canadiens une capacité de collecte de renseignements, ainsi qu'une capacité de suivi des menaces au niveau mondial, renforçant ainsi la connaissance situationnelle des autorités canadiennes.

Les quantités faramineuses de données que ces nouveaux systèmes de capteurs vont générer seront utilisées par de nouvelles capacités reposant sur des « technologies d'aide à la prise de décision »[1], ceci constituant le deuxième pilier de la modernisation du NORAD. « Il est essentiel » a déclaré la Ministre Anand, « que les commandants et les décideurs politiques aient une image de la situation opérationnelle complète et précise qui intègre les données provenant de capteurs de tous les domaines au moyen de l'apprentissage automatique, de l'informatique quantique, de l'infonuagique, ainsi que l'intelligence artificielle » (MDN, 2022b). Ces initiatives technologiques comprennent :

1. « La modernisation des systèmes d'information, de commandement et de contrôle ;

[1] Voir aussi Ryan Dean & Nancy Teeple, (28 octobre 2020). Third Report: JADC2/JADO. CDA Institute, https://cdainstitute.ca/norad-modernization-report-three-jadc2-jado/

2. L'élargissement de la contribution du Canada à l'initiative PATHFINDER du NORAD, qui met à profit l'infonuagique et l'apprentissage automatique pour permettre aux commandants du NORAD de prendre des décisions rapides et éclairées;
3. La modernisation du Centre multinational d'opérations aérospatiales du Canada ;
4. La mise sur pied d'une nouvelle capacité de positionnement, de navigation et de synchronisation pour aider la navigation aérienne dans les régions éloignées ;
5. Le renouvellement des capacités de communications radio à haute et basse fréquence des FAC ;
6. Le renforcement des communications par satellite dans l'Arctique — élément essentiel pour permettre aux FAC de protéger les Canadiens et de mener des interventions d'urgence et des opérations de recherche et de sauvetage ;
7. L'acquisition et l'installation de nouvelles radios numériques et de nouvel équipement de réseau » (MDN, 2022d).

Mis ensemble, les nouveaux systèmes de capteurs servant à collecter des données et l'apprentissage automatique (« machine learning ») servant à traiter les données recueillies, vont apporter ce que le Commandant du NORAD, le général Glen van Herck, a qualifié de « supériorité décisionnelle » : la prise de meilleures décisions, plus rapidement, afin d'aider à limiter la menace envers les populations d'Amérique du Nord.

Le chef d'état-major de la Défense canadien, le Général Wayne Eyre, a précisé qu'un NORAD modernisé permettra également de renforcer sa fonction de dissuasion qu'il offre actuellement aux Canadiens. Le but originel de la mise en place d'un commandement binational du NORAD était fournir une capacité d'alerte avancée en cas d'attaque nucléaire soviétique imminente, ceci afin de donner aux forces stratégiques américaines le temps de réagir en conséquence. Cette posture de la « dissuasion par la punition » vise à faire supporter le coût de l'anéantissement nucléaire à ses adversaires. Cependant, les menaces modernes, tes que les armes hypersoniques, sont capables de menacer l'Amérique du Nord sous le seuil nucléaire, remettant ainsi en question la crédibilité de cette posture de dissuasion nucléaire.

Le Général Eyre a expliqué que l'acquisition des « capacités d'interception » de ces menaces conférera une capacité de « dissuasion par déni » - ceci en augmentant les coûts d'une attaque par un adversaire. En fin de compte, l'intégration de ces deux postures de dissuasion aboutira à une défense plus complète et plus crédible du Canada et de l'Amérique du Nord.

Les commentaires de la Ministre démontrent sa détermination à travailler avec les peuples autochtones et à coopérer dans le sens d'une « réconciliation significative » grâce à des investissements intelligents qui profitent à la fois au ministère de la Défense et aux titulaires des droits autochtones. Dans le cas de la défense continentale, cela inclut de nouvelles infrastructures et des opportunités économiques pour les communautés nordiques et les populations autochtones. Cela s'appuie sur l'annonce faite en août 2021 par la Ministre Anand (MDN, 2021a), lorsqu'elle était Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, et qui concernait de nouvelles mesures visant à accroître les possibilités de contrats d'approvisionnement pour des entreprises autochtones auprès du gouvernement fédéral, et ceci conformément à l'engagement pris par le gouvernement d'offrir des possibilités économiques accrues aux Premières Nations, aux Inuit et aux Métis. En janvier 2022, une indication de ce à quoi cela pourrait ressembler a été donnée à l'occasion de l'annonce faite par le ministère de la Défense Nationale de l'attribution à Nasittuq, une entreprise inuit, d'un contrat de 592 millions de dollars sur sept ans visant à exploiter et entretenir le système d'alerte du Nord actuel.

La Ministre Anand a enfin déclaré que cette annonce représente « la plus importante mise à niveau des capacités canadiennes du NORAD, du point de vue canadien, en près de quatre décennies » (Karadeglija, 2022). Ceci fait suite aux rencontres menées par le Premier Ministre Trudeau et la Ministre Anand en juin 2022 avec le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin et des responsables du NORAD au Colorado (McCarten, 2022b), ainsi qu'une anticipation d'une « trajectoire ascendante » des dépenses de défense du Canada par la Ministre Anand lors d'un briefing au Pentagone en mai 2022 (McCarten, 2022a). En honorant les engagements tant attendus du Canada dans le processus de modernisation du NORAD, qui nécessitera 40 milliards de dollars supplémentaires au cours des 20 prochaines années selon une estimation, la Ministre Anand a souligné que cet effort financier viendra également en appui des politiques publiques menées par le gouvernement Trudeau au profit des autochtones, ceci en apportant des fonds supplémentaires aux populations autochtones leur permettant de s'engager et de s'associer de manière significative avec le gouvernement du Canada dans la réalisation de ces initiatives (Lochead, 2022).

Les critiques qui ont suivi l'annonce de la Ministre Anand se sont portées sur le moment où ces nouvelles capacités seront disponibles, d'où proviendront les fonds et quand ils seront dépensés. La Ministre Anand, le Général Eyre et le Commandant-Adjoint du NORAD, le Lieutenant-Général Alain Pelletier, n'ont pas été en mesure d'annoncer quand le système d'alerte du Nord sera remplacé – alors que des hauts responsables de la défense au Canada et aux États-Unis ont fait remarquer que des adversaires exploitent les lacunes de l'ancien système radar (Berthiaume, 2022). Des observateurs ont également remarqué que les responsables politiques n'étaient pas capables d'expliquer si les 4,9 milliards de dollars annoncés pour la modernisation du NORAD étaient de l'argent provenant d'un nouvel abondement au budget ou s'ils proviendraient de dépenses de défense existantes réaffectées ou partiellement réaffectées (Connolly, 2022). Aucune des annonces faites par la Ministre Anand concernant ces engagements ne fait état d'un calendrier ou ne donne de détails sur les coûts. De plus, la députée du Nunavut, Lori Idlout, a fait remarquer que même si ses électeurs accueillent favorablement les nouvelles dépenses de défense dans le Nord, « les habitants du Nord devraient avoir leur mot à dire sur la façon dont l'argent est dépensé ». Sans savoir où et quand ces nouvelles initiatives de défense annoncées vont être mises en œuvre, les communautés du Nord auront de la difficulté à intégrer ces investissements potentiels à « usage dual » dans leurs plans de développement.

Renforcer la relation avec les alliés et les partenaires internationaux

Le 16 mai 2022, la Ministre Anand a organisé un dialogue virtuel sur la sécurité et la défense dans l'Arctique, avec ses homologues et alliés des pays circumpolaires ainsi que des partenaires de l'Arctique, notamment le Royaume du Danemark (Danemark, les îles Féroé et le Groenland), la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et les États-Unis. « Le Canada, tout comme ses alliés et ses partenaires, fait face aux plus importants défis sur le plan de la sécurité que l'on a connus depuis des décennies », indique le communiqué de presse du MDN. « Compte tenu du fait que les répercussions des changements climatiques, les progrès technologiques et les intérêts économiques accroissent l'importance stratégique de l'Arctique, la collaboration entre les États démocratiques bordant l'Arctique est d'une importance primordiale pour remédier aux sujets de préoccupation communs » (MDN, 2022c). Au cours de la réunion, la Ministre Anand et ses homologues ont discuté de l'évolution du contexte sécuritaire dans l'Arctique et dans le domaine cyber, ainsi que de la nécessité de développer les capacités nécessaires pour détecter, dissuader et se défendre contre ces menaces, et des réponses appropriées suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ils ont également souligné « la nécessité de continuer de renforcer la collaboration entre les États et les partenaires de l'Arctique ayant des vues similaires, afin de remédier aux

défis courants à l'avenir, y compris les répercussions du changement climatique sur la sécurité » (MDN, 2022c). Au cours de la réunion, la Ministre Anand a rappelé l'engagement du Canada à renforcer ses capacités et sa présence dans l'Arctique, et en particulier l'engagement d'Ottawa envers ses partenaires autochtones et du Nord « dans le cadre d'une approche inclusive à la défense et à la sécurité dans la région » (MDN, 2022c). Ces efforts font références à des exercices conjoints, aux nouveaux navires de patrouille extracôtiers arctiques de classe Harry DeWolf, à des capacités de surveillance et de renseignement améliorées et des investissements dans des équipement visant à renforcer la défense du Canada et à contribuer à la défense continentale et à la sécurité internationale. Enfin, le compte rendu de l'événement conclu que « le Canada continuera de travailler étroitement avec ses alliés et ses partenaires dans le but de favoriser l'échange de renseignements, d'améliorer la connaissance de la situation et d'accroître la coopération opérationnelle sur une vaste gamme d'enjeux régionaux et liés à l'Arctique » (MDN, 2022c).

Le 8 août 2022, le chef d'état-major de la Défense canadien le Général Wayne Eyre a organisé une réunion des chefs d'état-major de la Défense de l'Arctique (ACHOD) à Saint-Jean de Terre-Neuve-et-Labrador, au Canada, qui a rassemblé les chefs d'état-major de la Défense ou leurs équivalents du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et des États-Unis (la Suède n'ayant pu y participer en raison d'une incompatibilité d'agenda). La dernière réunion de ce groupe avait été convoquée en 2013, avant l'invasion de la Crimée par la Russie, et avait impliqué la Russie (qui n'a pas été invitée à la réunion organisée à Saint-Jean). Les participants ont abordé les sujets portant sur l'évolution du contexte sécuritaire et de défense dans l'Arctique, mais aussi la militarisation croissante de la Russie, ou encore les impacts du changement climatique et le niveau d'activité croissant des Nations non-arctiques dans la région. Lors de la réunion, Whitney Lackenbauer a partagé son cadre de conceptualisation des menaces pesant sur la sécurité arctique « à travers, en direction de et dans » la région. Généralement, les menaces « à travers » l'Arctique, telles que les armes stratégiques, sont mieux analysées aux niveaux international, circumpolaire ou de la sous-région. Bien qu'il soit peu probable que des conflits éclatent en Arctique, Whitney Lackenbauer a suggéré que ce qui constitue la principale menace « en direction de » l'Arctique est le risque d'effet d'entraînement que pourraient produire les rapports de forces en cours sur la scène internationale entre la Russie, la Chine et l'Occident. Enfin, les menaces importantes qui pèsent « dans » l'Arctique, et qui nécessitent une collaboration sont les premiers secours, la recherche et sauvetage, les infrastructures et les opérations militaires. Lackenbauer a conclu en notant que les nations partageant les mêmes idées devaient coordonner et déterminer avec plus de soins leurs réponses stratégiques, mais aussi promouvoir la dissuasion intégrée comme source de stabilité régionale, continuer d'essayer d'atteindre la domination informationnelle et enfin synchroniser les efforts entre alliés à l'heure où la concurrence mondiale et régionale s'intensifie. En fin de compte, les participants sont majoritairement tombés d'accord sur le fait que ces réunions devraient être officialisées sous la forme d'un forum de coopération ayant pour but de promouvoir la paix et la sécurité par la communication, la coopération, la collaboration et le partage d'informations entre les nations arctiques partageant les mêmes idées dans le cadre d'un ordre international fondé sur la règle de droit.

Fin août, Jens Stoltenberg a terminé la première visite d'un secrétaire général de l'OTAN dans l'Arctique canadien et, à cette occasion, a souligné « l'importance stratégique du Grand Nord pour la sécurité euro-atlantique » (NATO, 2022). Mettant l'accent sur le contexte des changements climatiques et de la concurrence stratégique croissante que met en lumière l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ce dernier et le Premier Ministre Justin Trudeau se sont rendus à Cambridge Bay le 25 août, où ils ont visité la Station canadienne de recherche dans

l'Extrême-Arctique, rencontré des dirigeants communautaires et Inuit, observé une partie de l'opération NANOOK-NUNAKPUT et, enfin, visité la station locale du Système d'alerte du Nord (SAN) où un exposé des efforts canadiens et américains pour moderniser l'infrastructure de défense du NORAD a été présenté à Jens Stoltenberg (Premier Ministre du Canada, 2022). Selon certains commentaires d'universitaires, cette visite du secrétaire général est un message envoyé aux Canadiens et à leurs alliés, et constitue un engagement clair envers la défense collective dans l'Arctique (Weber, 2022). Le jour suivant, Jens Stoltenberg s'est rendu à la base militaire canadienne de Cold Lake pour évoquer la contribution du Canada à l'OTAN ainsi que sa promesse d'engager 38,6 milliards de dollars en nouvelles dépenses pour le NORAD pour les vingt ans à venir. Ses commentaires se sont concentrés sur la menace que la Russie et la Chine font peser sur le Nord. Faisant observer que « la Russie a mis en place un nouveau commandement arctique ». « Elle a ouvert des centaines de sites militaires nouveaux et anciens de l'ère soviétique dans l'Arctique, y compris des aérodromes et des ports en eau profonde. La Russie utilise également la région comme banc d'essai pour bon nombre de ses nouveaux systèmes d'armes ». Pour sa part, la Chine, qui s'est déclarée État « proche de l'Arctique », prévoit de construire le plus grand brise-glace au monde et « investit des milliards de dollars dans des infrastructures énergétiques et des projets de recherche dans le Grand Nord ». Jens Stoltenberg a conclu que la Russie et la Chine se sont « engagées à intensifier les opérations pratiques dans l'Arctique. Cela fait partie de l'approfondissement du partenariat stratégique qui défie nos valeurs et nos intérêts » en tant que démocraties libérales. Enfin, Jens Stoltenberg et Justin Trudeau ont conclu leur visite en promettant de renforcer la coopération en matière de défense entre le Canada et l'OTAN (Brewster, 2022 ; Stoltenberg, 2022).

Les échanges bilatéraux et multilatéraux continuent d'approfondir des relations internationales stratégiques et fondamentales. En octobre, la Ministre Anand a organisé une nouvelle réunion de dialogue sur la défense du Nord avec les pays circumpolaires alliés et ses partenaires de l'Arctique. Au cours de celle-ci, les participants ont évoqué l'évolution de la dynamique de sécurité régionale ainsi que les priorités respectives de la défense de l'Arctique propre à chaque participant. La Ministre a de nouveau rappelé les plans du Canada visant à moderniser les capacités du NORAD, soulignant qu'il s'agit là de l'investissement le plus important consenti par le Canada depuis des décennies dans le cadre de la modernisation du NORAD (Brewster, 2022). Ces échanges, qui ont eu lieu lors de la table ronde des forces de sécurité de l'Arctique (qui s'est tenue à Anchorage en mai) (U.S. Northern Command, 2022), lors des réunions ACHOD, ainsi que lors de la visite du secrétaire général de l'OTAN dans l'Arctique canadien, envoient un signal stratégique fort. Ces échanges permettent également de renforcer la valeur d'un dialogue structuré, ce qui permet ainsi au Canada et à ses alliés de rester à la fois au courant des développements, de maintenir la pression et d'identifier les moyens nécessaires pour défier voire, quand c'est nécessaire, d'affronter ses adversaires dans un Arctique devenu incertain et un monde de plus en plus complexe.

En 2022, les Forces armées canadiennes ont également promis d'accroître leur participation aux exercices multinationaux, tout en continuant d'encourager la participation de ses principaux alliés et partenaires arctiques et non-arctiques à participer à des opérations conjointes dans l'Arctique canadien, telle que l'exercice NANOOK. Ce dernier est l'exercice phare du Canada dans l'Arctique, il vise à améliorer et à accroître les capacités des Forces armées canadiennes dans l'Arctique, à affirmer la souveraineté canadienne et à développer l'interopérabilité et la coordination opérationnelle entre les différents acteurs que sont les différentes agences canadiennes, le gouvernement, les Autochtones et les partenaires étrangers.

Les quatre composantes de l'exercice NANOOK se décomposent comme suit :

1. NUNALIVUT (mars-avril) - Défense et sécurité conjointes de l'Extrême-Arctique avec participation internationale ;
2. TATIGIIT (juin-septembre) - Réponses pangouvernementale aux menaces et aux urgences ;
3. TUUGAALIK (août-septembre) – Activités centrées sur le domaine maritime dans la mer du Labrador et le détroit de Davis, ceci en collaboration avec des partenaires internationaux ;
4. NUNAKPUT (août) - Opération conjointe pour la connaissance du domaine (domain awareness) et pour matérialiser la présence canadienne le long du passage du Nord-Ouest (MDN, 2022f).

En février et mars 2022, les Forces armées canadiennes ont également participé à plusieurs exercices récurrents dans l'Arctique, conjointement avec l'armée américaine en Alaska et ailleurs en Amérique du Nord. Ces exercices conjoints ont permis de renforcer la connaissance situationnelle, le partage d'informations et les capacités opérationnelles.

Il s'agit notamment de l'exercice ARCTIC EDGE, dirigé par l'U.S. Alaskan Command et appuyé par l'U.S. Northern Command ; le Joint Pacific Multinational Readiness Center (JPMRC), dirigé par l'Armée américaine en Alaska ; l'exercice ARCTIC EAGLE-PATRIOT, mené par la Garde nationale de l'Alaska ; et enfin l'ICE EXERCISE (ICEX), qui est mené régulièrement par la Marine américaine. Des militaires canadiens ont également participé à l'exercice NOBLE DEFENDER mené par le NORAD en Alaska, dans le nord du Canada et au large du Groenland (MDN, 2022a ; NORAD, 2022). Ces exercices s'inscrivent dans la droite ligne des engagements pris dans la politique de défense canadienne (Protection, Sécurité, Engagement) qui vise à accroître la présence du Canada dans l'Arctique et à coopérer avec ses alliés et ses partenaires dans le but d'assurer un Arctique stable et exempt de tout conflit.

Mise à jour de la stratégie arctique des États-Unis

Du point de vue de la défense nord-américaine, les approches aériennes et maritimes nordiques du continent sont redevenues des routes potentielles d'attaque contre le Canada et les États-Unis, les hauts responsables de la défense affirmant que les capacités de détection, de dissuasion et (si nécessaire) de contre-attaque permettant de vaincre ces menaces n'ont pas suivi le rythme de l'apparition de nouvelles technologies. Une attention particulière est portée aux capacités chinoises et russes en matière de missiles avancés non nucléaires, capables de frapper l'Amérique du Nord depuis de grandes distances, d'être lancés depuis différentes plates-formes, de se déplacer plus rapidement et qui sont plus maniables et donc difficiles à détecter que les précédentes générations de vecteurs stratégiques. La nécessité d'aborder le problème que représentent ces menaces potentielles, qui pourraient *traverser* l'Arctique, montre à quel point l'Arctique canadien est imbriqué dans le bloc de défense continental et de la dissuasion mondiale. Ceci étant confirmé par la déclaration du Commandant du NORAD, le Général Glen Van Herk, qui a expliqué en mars 2022 auprès de la commission des Forces armées du Sénat américain que : « l'Arctique montre comment les défis régionaux ont de plus en plus des implications mondiales qui nécessitent un cadre mondial » (Vanherck, 2022).

L'intérêt grandissant des États-Unis pour la défense et la sécurité de l'Arctique est devenu encore plus évident en 2022. Les progrès se poursuivent vers la création du centre régional du ministère de la Défense (DoD), le Ted Stevens Center for Arctic Security Studies à Anchorage, en Alaska. Celui-ci doit être un lieu permettant aux experts académiques, diplomatiques et militaires de l'Arctique de s'attaquer aux enjeux régionaux. Le ministère de la Défense

américain a également créé un bureau de la stratégie arctique et de la résilience (Arctic Strategy and Global Resilience Office), au sein duquel a été nommée Iris Ferguson en tant que sous-secrétaire adjointe (« un nouveau poste qui démontrent l'importance que les dirigeants américains accordent à la région » (Garamone, 2022). Étant donné que la région arctique dépend de trois différents commandements de combat géographiques des États-Unis (le Northern Command, l'European Command, et l'Indo-Pacific Command), la création de ce point de ralliement pour la politique arctique américaine, aidera à déterminer quelles sont les capacités à développer en priorité, mais aussi à coordonner les partenariats arctiques avec les alliés, tel que le Canada (Garamone, 2022).

Le 7 octobre 2022, la Maison Blanche a publié sa stratégie pour l'Arctique (*National Strategy for the Arctic Region)*, qui remplace et met à jour la stratégie publiée en 2013 par l'administration Obama. Dans son agenda 2022-2023, la nouvelle Stratégie Arctique américaine définit quatre piliers pour organiser son action : la sécurité, le changement climatique et la protection de l'environnement, le développement économique durable, et la coopération et la gouvernance internationales. Ceux-ci s'appuient sur cinq principes pour guider les actions au sein des quatre piliers : consulter, coordonner et cogérer avec les tribus et les communautés autochtones de l'Alaska ; approfondir les relations avec les alliés et les partenaires ; planifier des investissements à long terme ; cultiver des coalitions intersectorielles et des idées novatrices ; et s'engager à adopter une approche pangouvernementale fondée sur des éléments probants. La stratégie « tient également compte de la concurrence stratégique croissante dans l'Arctique, exacerbée par l'invasion injustifiée en droit par la Russie de l'Ukraine et les efforts accrus de la République populaire de Chine pour gagner en influence dans la région, et cherche à positionner les États-Unis pour à la fois répondre à ces menaces et gérer efficacement les tensions » (White House, 2022a).

Le pilier sécurité de la stratégie arctique américaine a pour but de dissuader les menaces visant son territoire et celui de ses alliés (dont le Canada) « en renforçant les capacités nécessaires pour défendre nos intérêts dans l'Arctique, tout en coordonnant des approches communes avec nos alliés et partenaires et en atténuant les risques d'escalade involontaire ». Cette stratégie met aussi en avant le fait que l'environnement opérationnel de l'Arctique « pose des défis spécifiques à la région qui nécessitent une technologie, des atouts, une infrastructure, une formation et une planification adaptés » ainsi que des capacités pangouvernementales militaires et civiles améliorées « pour dissuader les menaces et anticiper, prévenir et répondre aux incidents naturels et d'origine humaine ». Les objectifs stratégiques de cette stratégie comportent une meilleure compréhension et une meilleure connaissance de l'environnement opérationnel de l'Arctique, « l'exercice d'une présence militaire » (par exemple, la conduite d'entraînements réguliers, d'exercices et de déploiements épisodiques avec des alliés et des partenaires) et la volonté de « maximiser notre coopération avec les alliés et les partenaires de l'Arctique pour renforcer notre sécurité commune et dissuader toute agression dans l'Arctique, en particulier provenant de la Russie »[2]. Les axes prioritaires liés au partage d'information, aux exercices et à la formation conjointes visant à améliorer l'interopérabilité lors des opérations par temps froid, ainsi que la dissuasion collective font tous écho à la modernisation du NORAD par le Canada et plus

[2] White House, (12 octobre 2022). *National Security Strategy,* October 2022, (hereafter "US Arctic Strategy"), pages 7-9. Pour une réaction critique d'un sénateur de la République accusant le document d'avoir une "attention excessive sur le changement climatique" visant à "arrêter le développement responsable des ressources, comme le pétrole, le gaz naturel et les minéraux critiques en Alaska" voir Dan Sullivan, (07 octobre 2022). Sullivan reacts to new National Strategy for the Arctic, https://www.sullivan.senate.gov/newsroom/press-releases/sullivan-reacts-to-new-national-strategy-for-the-arctic

largement avec les programmes de défense et de sécurité de l'Arctique annoncés au cours de l'année passée.

Cinq jours après la publication de la stratégie américaine pour l'Arctique, la Maison Blanche a publié sa stratégie de sécurité nationale (NSS) de l'année 2022, qui exprime une vision de « la coopération à l'ère de la concurrence ». Afin de continuer à disposer d'« un monde libre, ouvert, prospère et sûr », les États-Unis cherchent à « concurrencer efficacement la République populaire de Chine, qui est le seul concurrent ayant à la fois l'intention et, de plus en plus, la capacité de remodeler l'ordre international, tout en restreignant une Russie dangereuse ». La section spécifique du NSS sur l'Arctique (c'est la première fois que la région est mise en exergue dans le NSS) mérite d'être reproduite dans son intégralité (et dans sa lange d'origine) compte tenu du langage soigneusement choisi :

> « The United States seeks an Arctic region that is peaceful, stable, prosperous, and cooperative. Climate change is making the Arctic more accessible than ever, threatening Arctic communities and vital ecosystems, creating new potential economic opportunities, and intensifying competition to shape the region's future. Russia has invested significantly in its presence in the Arctic over the last decade, modernizing its military infrastructure and increasing the pace of exercises and training operations. Its aggressive behavior has raised geopolitical tensions in the Arctic, creating new risks of unintended conflict and hindering cooperation. The PRC [Peoples Republic of China] has also sought to increase its influence in the Arctic by rapidly increased its Arctic investments, pursuing new scientific activities, and using these scientific engagements to conduct dual-use research with intelligence or military applications.
>
> We will uphold U.S. security in the region by improving our maritime domain awareness, communications, disaster response capabilities, and icebreaking capacity to prepare for increased international activity in the region. We will exercise U.S. Government presence in the region as required, while reducing risk and preventing unnecessary escalation. Arctic nations have the primary responsibility for addressing regional challenges, and we will deepen our cooperation with our Arctic allies and partners and work with them to sustain the Arctic Council and other Arctic institutions despite the challenges to Arctic cooperation posed by Russia's war in Ukraine. We will continue to protect freedom of navigation and determine the U.S. extended continental shelf in accordance with international rules. We must build resilience to and mitigate climate change in the region, including through agreements to reduce emissions and more cross-Arctic research collaboration. As economic activity in the Arctic increases, we will invest in infrastructure, improve livelihoods, and encourage responsible private sector investment by the United States, our allies, and our partners, including in critical minerals, and improve investment screening for national security purposes. Across these efforts, we will uphold our commitment to honor Tribal sovereignty and self-governance through regular, meaningful, and robust consultation and collaboration with Alaska Native communities » (White House, 2022b).

Le constat sur l'environnement sécuritaire dans l'Arctique fait par le Canada est similaire et montre qu'il existe des enjeux communs entre les deux pays nord-américains. Le discours entourant la question de la « liberté de navigation » est typique des déclarations des responsables américains, et bien qu'il existe depuis longtemps un différend sur le statut juridique du passage du Nord-Ouest entre les deux alliés, cela ne devrait pas alarmer les

Canadiens[3]. Le NSS signale également que Washington a l'intention de « soutenir » les forums circumpolaires et reste attaché à la coopération régionale dans la mesure du possible, tout en faisant de Moscou et de Pékin des concurrents dans la région.

Alors que la Chine s'est auto proclamée « grande puissance polaire » et comme étant un « État proche de l'Arctique », la région ne reste toutefois qu'un enjeu parmi tant d'autres pour ce pays. Néanmoins, les activités qu'elle mène dans l'Arctique dans les secteurs scientifique, maritime et économique sont motivées par la nécessité pratique d'acquérir des sources d'énergies supplémentaires pour ses industries en expansion, d'avoir accès à des zones de pêche pour nourrir sa population croissante et des routes plus courtes pour la plus grande flotte de navires commerciaux au monde.

Les États arctiques ayant les mêmes intérêts sont de plus en plus conscients des risques face à une présence chinoise accrue, certains comme le Canada ayant pris des mesures pour bloquer les investissements chinois dans les secteurs minier et technologique pour des raisons de sécurité nationale. De plus, la Chine démontre un fort intérêt scientifique dans l'étude des impacts du changement climatique dans l'Arctique entraînant des conséquences jusqu'en Chine – mais aussi à propos des usages duaux qu'offre la recherche scientifique pour faire avancer ses intérêts stratégiques et militaires. Alors que les commentateurs occidentaux placent souvent à tort la Chine comme étant l'égal adversaire des pays circumpolaires dans l'Arctique (Lackenbauer, Lajeunesse & Dean, 2022), les États-Unis eux considèrent clairement la Chine comme étant son principal adversaire sur la scène internationale – et comme étant une puissance montante et perturbatrice/révisionniste cherchant à changer le système international à son avantage. Ceci a des répercussions dans le monde entier, y compris dans l'Arctique canadien.

La Stratégie indo-pacifique du Canada, publiée en novembre 2022, note prudemment que « les puissances de la région indo-pacifique voient l'Arctique comme une région d'opportunités » et que, « à une époque où les répercussions des changements climatiques s'accélèrent et où la concurrence géopolitique s'intensifie, le Canada renforcera sa position en tant que puissance arctique. Il défendra également sa souveraineté sur l'Arctique ainsi que l'ordre international fondé sur des règles dans ses engagements bilatéraux et multilatéraux avec les pays de la région indo-pacifique sur les questions arctiques et polaires » (Affaires mondiales Canada, 2022).

Conclusion

En dépit de l'augmentation des frictions géopolitiques au cours de la dernière année, le point de vue officiel du Canada maintien que le changement climatique demeure la menace la plus importante pour l'Arctique, y compris pour les peuples et les communautés du Nord. Néanmoins, la Russie et la Chine considèrent cette région comme essentielle à leurs objectifs stratégiques et adoptent une posture plus affirmée dans la région. Le Général Eyre a déclaré au Comité de la défense nationale de la Chambre des communes le 18 octobre 2022 :

> « En effet, le monde dans lequel nous vivons est plus dangereux aujourd'hui qu'il ne l'a été depuis la guerre froide, et peut-être même depuis la veille de la Deuxième Guerre mondiale. L'ordre international fondé sur des règles qui, depuis 80 ans,

[3] Voir par exemple Whitney Lackenbauer & Rob Huebert, "Premier Partners: Canada, the United States and Arctic Security," *Canadian Foreign Policy Journal* 20, no. 3 (2014): 320-333 ; et Whitney Lackenbauer, Suzanne Lalonde & Elizabeth Riddell-Dixon, *Canada and the Maritime Arctic: Boundaries, Shelves, and Waters* (Peterborough: North American and Arctic Defence and Security Network, 2020).

> assure notre paix et notre prospérité est fragile, menacé et a besoin d'être défendu. La concurrence stratégique domine à nouveau le paysage géopolitique.
>
> Les progrès technologiques rapides modifient la nature des conflits. Tous ces bouleversements ont pour toile de fond constante le changement climatique, qui a amélioré l'accès aux ressources et aux routes maritimes dans la région.
>
> Je ne perçois aucune menace réelle à notre souveraineté territoriale aujourd'hui, et je n'en prévois pas non plus dans un avenir proche. Cependant, étant donné les bouleversements et les perturbations dont je vous ai parlé, nous ne pouvons pas tenir pour acquis qu'il en sera toujours ainsi. Il ne faudrait pas qu'un jour cette souveraineté soit menacée, car notre présence dans cette région est limitée.
>
> Monsieur le président, préserver la sécurité de l'Arctique canadien représente un défi de taille, un défi qui ne fera que s'amplifier au cours des décennies à venir. Et compte tenu des défis que représente le développement des capacités et des infrastructures requises pour mener des opérations dans cet environnement rigoureux, il faudra des décennies pour que nous soyons prêts » (Comité permanent de la défense nationale, 2022).

Bien que le gouvernement canadien continue d'estimer que le risque qu'un conflit armé se produise en Arctique soit relativement faible par rapport à d'autres régions, il reconnaît que diverses formes de concurrence interétatique en dessous du seuil du conflit armé existent déjà – et que l'Armée a l'obligation de se préparer pour anticiper de futur défis[4].

Bien que nous attendons toujours le chapitre « non écrit » sur la défense nord-américaine dans le document Protection, Sécurité, Engagement pour servir de base politique plus complète à la modernisation du NORAD et au renouvellement de la défense continentale, les budgets engagées ont plus d'impacts que les mots – et les investissements promis en 2022 semblent ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire du NORAD et du partenariat canado-américain en matière de défense continentale.

Bien que la menace d'une attaque militaire conventionnelle contre l'Arctique canadien demeure faible, les rapports de forces sur la scène internationale ont clairement débordé sur les affaires circumpolaires en 2022. Alors que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a sapé les institutions régionales et les relations de travail avec ce pays, elle a servi à élargir et renforcer les relations existantes entre les sept États arctiques partageant les mêmes idées, notamment en incitant la Finlande et la Suède à formuler une demande d'adhésion à l'OTAN. Cela va continuer d'influencer la perception qu'à la Russie de l'environnement de sécurité dans l'Arctique. L'opérationnalisation de la collaboration entre les États arctiques partageant les mêmes idées est essentielle pour montrer au monde que le Canada et ses alliés travaillent ensemble à partir du même manuel. Cela signale également que dans un contexte d'alliance, le Canada s'est engagé à dissuader les potentiels adversaires. De plus, la mise en œuvre des plans de modernisation du NORAD, l'amélioration de l'échange d'informations entre alliés et la synchronisation des efforts de défense du territoire liés à l'Arctique permettront au Canada de mieux gérer l'espace régional et continental de défense et de sécurité de manière rationnelle, proportionnée et économe en ressources tout en renforçant la principe de défense collective.

---

[4] Voir par exemple Whitney Lackenbauer, Troy Bouffard & Adam Lajeunesse, "Russian Information Operations: The Kremlin's Competitive Narratives and Arctic Influence Objectives," *Journal of Peace and War Studies* (2022): 161-186.

Références

Affaires mondiales Canada. (2022). La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, Affaires mondiales Canada, 28 novembre 2022. https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/indo-pacific-indo-pacifique/index.aspx?lang=fra

Amanda Connolly. (2022). Is Canada's NORAD upgrade cash new? Defence chief uncertain, Global News, 25 juin 2022. https://globalnews.ca/news/8946037/canada-norad-upgrade-cash-wayne-eyre/

Andrew Bresnahan, Ryan Dean, Whitney Lackenbauer, & Bridget Larocque. (2022). International Arctic Responses to the Further Russian Invasion of Ukraine: Key Sources, NAADSN Strategic Perspectives, 30 juin 2022 https://www.naadsn.ca/wp-content/uploads/2022/06/220630-International-Arctic-responses-to-Russian-invasion.pdf

Anja Karadeglija. (2022). Most significant upgrade : Canada pledges $4.9B over six years for NORAD modernization, National Post, 20 juin 2022. https://nationalpost.com/news/politics/most-significant-upgrade-canada-pledges-4-9b-over-six-years-for-norad-modernization

Bob Weber. (2022). Russian invasion of Ukraine forces Arctic defence back onto Canada's agenda, CTV News, 26 août 2022. https://www.ctvnews.ca/canada/nato-secretary-general-jens-stoltenberg-touring-arctic-defence-site-in-nunavut-1.6041487

CBC News. (2022). Northern premiers use Arctic security concerns to press prime minister for infrastructure investments, CBC News, 4 avril 2022. https://www.cbc.ca/news/canada/north/northern-premiers-prime-minister-meeting-1.6407894

CIRNAC. (2022). Northern and Indigenous partners gather for the 3rd annual Arctic and Northern Policy Framework Leadership Committee meeting, crown-indigenous relations and northern affairs Canada (CIRNAC), 29 septembre 2022. https://www.newswire.ca/news-releases/northern-and-indigenous-partners-gather-for-the-3rd-annual-arctic-and-northern-policy-framework-leadership-committee-meeting-826645497.html

Comité permanent de la défense nationale. (2022). Témoignages de comité - NDDN-34, Chambres des Communes, 18 octobre 2022. https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/44-1/nddn/reunion-34/temoignages

David Lochead. (2022). "Feds announce $4.9 billion to improve Arctic defence," *Nunatsiaq News*, 20 juin 2022. https://nunatsiaq.com/stories/article/canada-announces-4-9-billion-to-improve-arctic-defence/

General Glen D. Vanherck. (2022), Statement Of General Glen D. Vanherck, United States Air Force, Commander United States Northern Command and North American Aerospace Defense Command, before the Senate Armed Services Committee, 24 mars 2022. https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/USNORTHCOM%20and%20NORAD%202022%20Posture%20Statement%20FINAL%20(SASC).pdf

Government du Canada . (2022). Budget 2022, Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable, Government du Canada, https://www.budget.canada.ca/2022/home-accueil-fr.html

James McCarten. (2022a). Canada on 'upward trajectory' with NATO spending and modernizing Norad, defence minister says, National Post, 18 mai 2022. https://nationalpost.com/news/politics/canada-on-upward-trajectory-on-nato-spending-modernizing-norad-defence-minister

James McCarten. (2022b). Trudeau, Anand get update on NORAD challenges, strategy in meeting with commanders, defense secretary, National Post, 7 juin 2022. https://nationalpost.com/news/politics/pm-sidesteps-guest-list-controversy-urges-focus-on-important-issues-at-l-a-summit

Jim Garamone. (2022). DOD Establishes Arctic Strategy and Global Resilience Office, DOD News, 27 septembre 2022. https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3171173/dod-establishes-arctic-strategy-and-global-resilience-office/

Lee Berthiaume. (2022). Few details as Liberals promise billions to upgrade North American defences, Toronto Star, 20 juin 2022. https://www.thestar.com/politics/2022/06/20/canadian-press-newsalert-canada-investing-49-billion-to-modernize-norad.html

Mark Trevelyan & Tom Balmforth. (2022). Putin says Ukraine war may be 'a long process,' but no need for further mobilization, Global News, 7 décembre 2022. https://globalnews.ca/news/9334090/ukraine-russia-putin-long-war/

MDN. (2021a). Le gouvernement du Canada annonce des mesures d'envergure fédérale dans le but d'offrir plus de possibilités aux entreprises autochtones, Ministère de la Défense Nationale (MDN), 6 août 2021. https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/nouvelles/2021/08/le-gouvernement-du-canada-annonce-des-mesures-denvergure-federale-dans-le-but-doffrir-plus-de-possibilites-aux-entreprises-autochtones.html

MDN. (2021b). Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD, Ministère de la Défense Nationale (MDN), 14 août 2021. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2021/08/declaration-conjointe-sur-la-modernisation-du-norad.html

MDN. (2022a). Sécurité dans l'Arctique : Les Forces armées canadiennes s'exercent aux côtés de nos alliés américains, Ministère de la Défense Nationale (MDN), 28 février 2022. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/03/securite-dans-larctique--les-forces-armees-canadiennes-sexercent-aux-cotes-de-nos-allies-americains.html

MDN. (2022b). Discours-programme – Conférence de l' ICAM au Rideau Club – Après la guerre : Quel genre de monde pour le Canada?, Ministère de la Défense Nationale (MDN), 13 mai 2022. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/05/discours-programme--conference-de-l-icam-au-rideau-club--apres-la-guerre--quel-genre-de-monde-pour-le-canada.html

MDN. (2022c). La Ministre de la Défense Anand tient un dialogue virtuel sur la sécurité et la défense dans l'Arctique, Ministère de la Défense Nationale (MDN), 16 mai 2022. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/05/la-ministre-de-la-defenseanand-tient-un-dialogue-virtuel-sur-la-securite-et-la-defense-dans-larctique.html

MDN. (2022d). La Ministre de la Défense nationale annonce un plan sur la modernisation du NORAD, Ministère de la Défense Nationale (MDN), 20 juin 2022. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/06/la-ministre-de-la-defense-nationale-annonce-un-plan-sur-la-modernisation-du-norad.html

MDN. (2022e). La Ministre Anand annonce une modernisation de la défense continentale pour protéger la population canadienne, 20 juin 2022. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2022/06/la-ministreanand-annonce-une-modernisation-de-la-defense-continentale-pour-proteger-la-population-canadienne.html

MDN. (2022f). Opération NANOOK, Ministère de la Défense Nationale, 25 novembre 2022. https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/operations-militaires/operations-en-cours/operation-nanook.html

Murray Brewster. (2022). NATO chief warns Canada that Russia, China have designs on the Arctic, CBC News, 26 août 2022. https://www.cbc.ca/news/politics/nato-stoltenberg-trudeau-russia-china-1.6563825

NATO. (2022). NATO Secretary General Wraps Up Visit to Canada, North Atlantic Treaty Organization (NATO), 24 août 2022. https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_206960.htm

NORAD. (2022). NORAD to conduct Arctic air defence operation Noble Defender, North American Aerospace Defense Command (NORAD), 6 septembre 2022. https://www.norad.mil/Newsroom/Press-Releases/Article/3149548/norad-to-conduct-arctic-air-defence-operation-noble-defender/

Pauloosie Jamesie Akeeagok**.** (2022). Appui du Nunavut à l'Ukraine, Bureau du Premier Ministre du Nunavut, 7 mars 2022. https://www.premier.gov.nu.ca/fr/appui-du-nunavuts-lukraine

Premier Ministre du Canada. (2021). Lettre de mandat de la Ministre de la Défense nationale, 16 décembre 2021. https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-de-la-ministre-de-la-defense-nationale

Premier Ministre du Canada. (2022). Visite du secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Jens Stoltenberg, au Canada, 19 août 2022. https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2022/08/19/visite-du-secretaire-general-de-lorganisation-du-traite-de

RCAANC. (2019). Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC), https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1560523306861/1560523330587

RCAANC. (2022). Inuit Crown-Partnership Committee meets in Inuit Nunangat to discuss shared priorities, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC), 28 juin 2022. https://www.canada.ca/en/crown-indigenous-relations-northern-affairs/news/2022/06/inuit-crown-partnership-committee-meets-in-inuit-nunangat-to-discuss-shared-priorities.html

U.S. Northern Command. (2022). NATO Allies, Partners Promote Arctic Security, Military Cooperation, U.S. Northern Command Public Affairs, 5 mai 2022. https://www.northcom.mil/Newsroom/News/Article/Article/3021154/nato-allies-partners-promote-arctic-security-military-cooperation/

White House. (2022a). Fact Sheet: The United States' National Strategy for the Arctic Region, White House, 7 octobre 2022 https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/10/07/fact-sheet-the-united-states-national-strategy-for-the-arctic-region/

White House. (2022b). *National Security Strategy,* October 2022, White House, 12 octobre 2022. https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/11/8-November-Combined-PDF-for-Upload.pdf

Whitney Lackenbauer, Adam Lajeunesse & Ryan Dean. (2022). Why China Is Not a Peer Competitor in the Arctic, *Journal of Indo-Pacific Affairs*, (2022), 80-97.

Jens Stoltenberg. (2022). In the face of Russian aggression, NATO is beefing up Arctic security, Globe and Mail, 24 août 2022 https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-in-the-face-of-russian-aggression-nato-is-beefing-up-arctic-security/